



WhiteHaven



Garder les Canadiens sur place : Le Véritable But de l'Impôt sur les Gains en Capital

PAR TOMMY BALTZIS, CFA, CPA

La décision du Canada d'augmenter l'impôt sur les gains en capital a fait des vagues non seulement sur les marchés boursiers, mais a également mis en lumière un malaise économique plus profond qui touche le pays: acceptation de la médiocrité. Cette hausse n'est pas simplement une augmentation d'impôt ; c'est le symptôme d'un pays en pleine remise en question de son identité, de sa vigueur économique et de sa stature mondiale. Mais analysons la situation étape par étape :



Immigration inversée : Restez ici ! Traditionnellement, le Canada est considéré comme un pays riche en opportunités. Pourtant, une tendance inquiétante se dessine : l'inversion des flux d'immigration. La hausse du coût de la vie fait fuir les résidents, ainsi que les personnes hautement qualifiées, comme on le voit dans les régions économiquement instables à travers le monde. Les immigrants, autrefois attirés par des mesures visant une croissance démographique pour contrer le vieillissement de la population, reconsidèrent aujourd'hui leurs options à cause que le coût de la vie se détériore.

Migration interprovinciale : Tout comme on entend souvent parler des tendances migratoires vers le Texas et la Floride aux États-Unis, un phénomène similaire se produit au Canada: l'Alberta est devenu une destination de choix pour de nombreuses personnes. Comme des pièces d'échecs se déplaçant sur un échiquier, les Canadiens déménagent d'une province à l'autre, non pas dans le cadre d'un gros plan stratégique, mais plutôt pour répondre à la hausse du coût de la vie et à la recherche d'un emploi stable. Cette migration, motivée par la nécessité plutôt que par l'opportunité, met en évidence une disparité économique troublante entre les régions.

La fuite des talents : Venir étudier au Canada... puis quitter le pays ! Le rêve canadien s'estompe pour de nombreux travailleurs qualifiés et innovateurs qui arrivent ici. Après avoir lutté contre des marchés de l'emploi qui ne valorisent pas leur expertise ou avoir dû faire face à la bureaucratie, nombre d'entre eux choisissent de partir. Cette perte de talents étouffe l'innovation et la croissance économiques, à la manière des défis auxquels sont confrontés d'autres pays occidentaux.

Baisse de la productivité : C'est une réalité... le Mexique est aujourd'hui plus productif que le Canada ! La productivité est l'épine dorsale de la santé économique, mais le Canada est aujourd'hui à la traîne. Le Canada est confronté à des problèmes de productivité dus à plusieurs facteurs, notamment les niveaux élevés de concentration industrielle, les barrières commerciales interprovinciales et la faiblesse de la R&D dans le secteur privé. Les nouveaux travailleurs entrent souvent dans des secteurs moins productifs et les compétences des immigrants sont sous-utilisées. En outre, les travailleurs canadiens disposent de moins de capital que ceux d'autres pays, ce qui a un impact sur la production par heure travaillée.

Le manque de concurrence : Les lois canadiennes sur la concurrence doivent être mises à jour afin d'aider les entreprises à être plus compétitives et d'offrir aux consommateurs un plus grand choix et des prix plus bas. Des études récentes ont montré que la concurrence entre les entreprises a diminué, ce qui signifie que quelques grandes entreprises contrôlent une plus grande partie du marché, en particulier dans les secteurs des compagnies aériennes, des télécommunications et de l'alimentation. Il est donc plus difficile pour les petites entreprises de réussir et pour les prix de baisser.

Transfert de richesse entre générations : D'ici à 2026, les baby-boomers devraient transférer près de 1 000 milliards de dollars aux jeunes générations, ce qui pourrait accroître les revenus passifs grâce aux héritages. Toutefois, cela pourrait entraîner des complexités financières en raison de la bulle immobilière et d'une préférence pour les investissements passifs au détriment des entreprises actives, ce qui pourrait encore réduire la productivité économique. Sans une gestion prudente, ce transfert de richesse pourrait entraîner l'immobilisation de capitaux dans des actifs passifs plutôt que dans des activités entrepreneuriales productives essentielles à la croissance économique du Canada.

Dynamique du secteur public par rapport au secteur privé : La croissance de l'emploi dans le secteur public, bien que stable, pourrait dépasser la capacité d'innovation du secteur privé, menant à une économie dépendant de la réglementation plutôt que de la créativité du marché. Alors que la croissance du secteur public se poursuit, le secteur privé, moteur traditionnel de l'innovation, perd de son élan. Cette tendance risque de mener à une économie caractérisée par une stabilité complaisante, dépourvue de l'esprit de compétition qui a autrefois stimulé la croissance du Canada, soutenue plutôt par l'embauche de personnel par le gouvernement que par l'innovation dans le secteur privé.

Une stagnation similaire à la décennie perdue du Japon : Nous pouvons tirer des leçons de l'histoire ! Au cours de la "décennie perdue" du Japon, la stagnation économique s'est prolongée en partie à cause des politiques gouvernementales qui ont maintenu les structures d'entreprise existantes au lieu de permettre aux forces du marché de réaffecter les ressources vers des utilisations plus innovantes et plus efficaces. Si l'on établit un parallèle, le marché du travail canadien, avec la forte croissance du secteur public, risque de connaître une stagnation similaire. En outre, n'oublions pas que le marché boursier japonais a connu une période de près de 35 ans avant d'atteindre à nouveau des sommets historiques, et que les rendements de l'immobilier sont restés stables pendant près de 20 ans.



Politiques budgétaires et dette nationale : Le budget fédéral canadien de 2024 donne la priorité au développement du secteur immobilier et introduit des taxes aux individus ayant les revenus les plus élevés, ce qui se traduit par un déficit projeté de 39,8 milliards de dollars. Il met l'accent sur l'amélioration de l'offre de logements et des aides sociales, les dépenses gouvernementales ne montrant aucun signe de ralentissement. En outre, la hausse de l'impôt sur les gains en capital pourrait freiner la motivation des entrepreneurs et le désir d'investir, nécessaires à l'innovation et à la croissance économique.

Un avantage concurrentiel dans l'économie mondiale : Selon l'OCDE, le Canada est confronté à des prévisions économiques difficiles, avec une faible croissance du PIB par habitant, ce qui témoigne d'une baisse de la vitalité économique. Entre 2007 et 2020, le PIB réel par habitant du Canada n'a augmenté que de 0,8 % par an, ce qui le place dans le quartile inférieur des pays avancés. Les projections suggèrent que cette tendance se poursuivra, plaçant le Canada en fin de classement pour la croissance du PIB par habitant jusqu'en 2060. Le principal problème est le manque d'attention portée à la productivité du travail. Les politiques actuelles stimulent l'immobilier, la consommation et la croissance démographique, mais n'abordent pas la question de la productivité, cruciale pour le niveau de vie et la croissance des salaires. Le Canada doit s'orienter vers la stimulation de l'innovation, l'augmentation de l'investissement des entreprises par travailleur et la promotion d'une économie à forte productivité. Il est essentiel pour la prospérité à long terme de mettre l'accent sur l'innovation et la productivité plutôt que sur la croissance démographique et l'expansion du crédit.

"Alors... qu'est-ce que tout cela implique ?"

En bref, le Canada est confronté à une bulle immobilière qui a fait augmenter le coût de la vie, en particulier pour les jeunes. Le pays est confronté à des défis démographiques avec une population vieillissante et un faible taux de naissances, dépendant de l'immigration pour la croissance de la population. Les immigrants compétents quittent souvent le pays pour de meilleures opportunités à l'étranger. L'Alberta, avec son environnement favorable aux entreprises et son coût de la vie moins élevé, attire des résidents d'autres provinces. La croissance des emplois publics est supérieure à celle du secteur privé et la productivité diminue, le Mexique dépassant désormais le Canada. Selon les données de l'OCDE, le Canada pourrait être l'un des pays développés les moins performants sur le plan économique au cours des deux prochaines décennies.

Repenser la position mondiale du Canada

L'influence mondiale du Canada tient davantage à ses contributions économiques stratégiques qu'à ses aspects culturels. Sa prééminence est due à un secteur énergétique robuste, à une production importante de potasse et à l'interdépendance économique avec les États-Unis. Avec une population de 40 millions d'habitants, soutenue par une immigration importante, le Canada est confronté à des défis démographiques et économiques similaires à la dépendance de la France à l'égard de l'immigration et à certains aspects de la "décennie perdue" de stagnation économique du Japon.



Réflexion sur quatre décennies de stratégie économique

Au cours des 40 dernières années, le Canada a bénéficié de l'ALENA et de son secteur énergétique, conservant une pertinence économique étroitement liée à celle des États-Unis. Grâce à des taux de change favorables, les talents canadiens sont devenus financièrement abordables pour les États-Unis, ce qui explique que le commerce interprovincial avec les États-Unis soit plus important qu'à travers le Canada. Pendant cette période, le Canada a adopté une approche socialiste, investissant massivement dans les programmes sociaux, les soins de santé universels, l'éducation abordable et des dépenses militaires minimales, s'appuyant sur la sécurité des États-Unis. Toutefois, le contexte est aujourd'hui en train de changer rapidement.

Évaluation du présent : rhétorique politique et réalités économiques

Les discussions politiques concernant le coût élevé de la vie, la hausse des taux d'intérêt et l'inflation incontrôlée me frustrant souvent. Lorsque les politiciens sont interrogés sur les stratégies alternatives, ils répondent généralement de manière uniforme et peu inspirée, en attribuant la faute à l'impression monétaire excessive pendant COVID-19, aux dépenses excessives et en expliquant les prix élevés des produits alimentaires par la cupidité. Ces discussions relèvent davantage du théâtre politique que de la politique économique, éclipsant une leçon fondamentale d'économie 101 : le rôle critique de l'offre et de la demande. Elles révèlent également une incapacité généralisée à comprendre la dynamique économique mondiale, qui échappe largement au pouvoir du Canada.

Naviguer dans l'environnement mondial post-COVID

Dans un monde largement sécurisé par la présence militaire américaine, le commerce international a prospéré avec un minimum de perturbations, facilitant une urbanisation rapide dans le monde entier. Cette évolution s'est traduite par une migration importante vers les centres urbains, où de nombreuses personnes ont reporté la formation d'une famille au profit d'une carrière, ce qui leur a permis d'augmenter leur pouvoir d'achat. Ce mode de vie urbain a contribué à l'expansion des classes moyennes dans le monde, soutenue par la sécurité offerte par l'armée américaine. Cette période de synchronisation mondiale a permis à la Chine de devenir une force économique dominante, tandis que l'Europe devenait de plus en plus dépendante du pétrole et du gaz naturel russes.

Cependant, l'avènement du COVID-19, surnommé "la grande remise à zéro", a accéléré des changements qui se profilaient déjà à l'horizon. La pandémie a gravement perturbé les chaînes d'approvisionnement, provoquant des troubles économiques à l'échelle mondiale et incitant à réévaluer les chaînes d'approvisionnement mondiales. Bien que l'inflation ait commencé à se stabiliser lorsque COVID-19 a commencé à être sous contrôle, le début du conflit entre la Russie et l'Ukraine a introduit de nouveaux défis. La Russie, fournisseur majeur d'engrais et d'énergie, a vu ses exportations fortement perturbées, notamment lorsque le gazoduc Nordstream a été mis hors service, ce qui a fortement augmenté les coûts de l'énergie en Allemagne et au-delà.

En parallèle, les États-Unis ont adopté une position plus protectionniste, se distançant progressivement de la Chine. Cette évolution répond en partie aux tendances démographiques qui pourraient empêcher la Chine de conserver son statut de centre manufacturier mondial. Les États-Unis investissent désormais massivement dans des efforts de réindustrialisation et de relocalisation qui, par leur nature même, sont susceptibles d'attiser l'inflation. Cette situation mondiale complexe reflète un équilibre délicat entre les dynamiques de l'offre et de la demande, qui remodèle les relations économiques et l'ordre mondial.

Consolider les défis et les opportunités mondiaux pour le Canada

En résumé, le monde est de plus en plus en concurrence pour des ressources telles que l'énergie et les produits alimentaires, ainsi que pour des parts de marché et des chaînes d'approvisionnement de plus en plus localisées. Cette dynamique soulève la question suivante : que peut faire le Canada pour atténuer l'inflation et tirer parti de ces changements mondiaux ? De manière réaliste, les options du Canada se limitent à la gestion des facteurs sur lesquels il a un contrôle, étant donné son influence relativement modeste sur la scène mondiale. Si le Canada abaisse ses taux d'intérêt alors que les États-Unis les maintiennent à un niveau élevé, le dollar canadien pourrait s'affaiblir considérablement, ce qui exacerberait l'inflation en raison de la forte dépendance à l'égard des importations. Inversement, le maintien de taux d'intérêt élevés pourrait aggraver la stagnation du marché immobilier et causer des dommages économiques plus importants. Le Canada se trouve donc dans une situation précaire et doit relever ces défis avec prudence.



« Alors pourquoi augmenter l'impôt sur les gains en capital ? »

Le débat autour de l'augmentation de l'impôt sur les gains en capital est souvent centré sur la crainte qu'elle étouffe l'innovation et décourage l'investissement des entreprises au Canada. Les critiques avertissent que des impôts plus élevés rendront le Canada moins attrayant pour les entreprises. Toutefois, si l'on examine les statistiques actuelles, il semble que le Canada soit déjà à la traîne pour ce qui est de favoriser un environnement commercial innovant. À l'exception de Shopify, il existe peu d'exemples récents d'innovations canadiennes majeures ou de nouvelles entreprises prospères - la plupart des succès notables comme Nortel et BlackBerry appartiennent à une époque passée.

Contrairement aux craintes populaires, les statistiques de l'OCDE suggèrent que le Canada possède déjà l'un des environnements les moins propices à l'investissement des entreprises privées en raison des politiques existantes. Cela soulève la question suivante : pourquoi l'argument de la "découragement de l'innovation" sur l'augmentation de l'impôt sur les gains en capital est-il si fort si les investissements de la communauté des entrepreneurs au Canada sont déjà faibles ? Cette résistance semble plus réflexive que fondée sur des impacts concrets sur l'innovation ou l'investissement.

La principale raison d'augmenter l'impôt sur les gains en capital semble toutefois être ancrée dans des objectifs de stabilité sociale et économique plutôt que de freiner les activités des entreprises. En rendant plus coûteuse la vente d'actifs tels que les propriétés et les entreprises, la politique semble viser à décourager la mobilité, comme je l'ai décrit plus haut à propos des immigrants quittant le Canada et des migrations interprovinciales. En d'autres termes, l'augmentation de l'impôt sur les gains en capital semble viser davantage à décourager les investisseurs actuels de vendre et de quitter le Canada, pendant que le Canada tente de définir le Canada 2.0.

UNE DERNIÈRE RÉFLEXION

Le Canada se trouve à un tournant décisif qui nécessite un véritable leadership politique axé sur l'amélioration de la productivité. Nous devons revenir à l'époque où quelqu'un remettait au Canada un morceau de papier et où nous fabriquions des avions Bombardier et non des avions en papier.

Aujourd'hui, nous nous retrouvons avec des coupures de papier !

Traduit avec DeepL

